

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### POLE DIRECTION GENERALE

**DÉLIBÉRATION DEL2024-048 : APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL du 11 juillet 2024**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Le Conseil municipal,

L'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Cette ordonnance est applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le maire et le ou les secrétaires.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil municipal présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe, et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :



✓ D'ADOPTER le relevé de décisions du Conseil municipal du 11 juillet 2024

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTET



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

**POLE DIRECTION GENERALE**

**DÉLIBÉRATION DEL2024-049 : Actualisation/modification des membres des commissions municipales**

**Rapporteur : Monsieur le Maire**

Au regard des démissions et autres modifications des membres des commissions, ci-après l'actualisation des membres élus des commissions municipales.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

ACTUALISATION DES MEMBRES DES COMMISSIONS MUNICIPALES : 23-09-2024										
CADRE DE VIE			URBANISME ET MOBILITES	COMMUNICATION INT, EXT ET NUMERIQUE, CULTURE ET PATRIMOINE / FETES ET CEREMONIES	FINANCES ET VIE ECONOMIQUE	OPTIMISATION DU PARC LOCATIF	RESSOURCES HUMAINES	VIE ASSOCIATIVE	VIE PERISCOLAIRE ET SCOLAIRE	CONSEIL D'ADMINISTRATION CCAS
Entretien et évolution des bâtiments et équipements	Espaces verts	Voie, chemins ruraux et réseaux								
ROUSSIER J.L.	PINGON F.	PINGON F.	FRANCE V.	NICOLAY.S	BONNAFOUS J.L.	BROTTET M.	GOUGNE Y.	CHARLES M.N.	FALLONE F. (lien institutionnel)	GOUGNE Y. (président)
BROTTET M.	DUGAS VIALIS O.	P. MERLANCHON	TRIBOLLET F.	VINCENOT J.	PINGON C.	POTIRON R.	PINGON F.	VINCENOT J.	PINGON C. (lien familles)	TRIBOLLET F.
BRULE F.	TRIBOLLET F.	V. FRANCE	BROTTET M.	PONS.C	DAVAL D.	HERVIER K.	NUNES M.J.	DUGAS VIALIS O.	ROUSSIER J.L.	PINGON C.
MISTRETTA A.	CHARLES M.N.	C. FONTAINE	PINGON F.	MOLINARIE	MERLANCHON P.	MOLINARI E.	BONNAFOUS J.L.	NUNES M.J.	VINCENOT J.	VINCENOT J.
DELERIS F.		G. FAURAT	POTIRON R.	PEILLON. D	MOLINARI E.		FALLONE F.	MISTRETTA A.	PEILLON D.	PONS C.
		J. JUNIQUE	DAVAL D.	I	BRULE F.		BROTTET M.	TRIBOLLET F.		NUNES M.J.
			NUNES M.J.		FONTAINE C.		PINGON C.	HERVIER K.		HERVIER K.
							CHARLES M.N.			

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ DE VALIDER la liste actualisée des membres des Commissions municipales
- ✓ DE VOTER à main levée

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTET





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### POLE RESSOURCES

#### DÉLIBÉRATION DEL2024-050 : Mise en conformité des tableaux relatifs aux montants du RIFSEEP (IFSE/CIA) par filière professionnelle

Depuis l'intégration du « service commun » de la COPAMO, de nombreuses mises à jour ont été effectuées mais quelques-unes sont encore à faire, dont, la mise aux normes des tableaux des montants du RIFSEEP (IFSE) par Filière Professionnelle.

Malgré une définition interne des critères et montants à attribuer, il convient de respecter les plafonds fixés par les textes selon les filières, les grades et les groupes de fonction.

[Tableau en annexe](#)

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ DE VALIDER la modification des tableaux relatif au RIFSEEP
- ✓ D'ADOPTER cette mise en conformité

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTE



TABLEAUX DES MONTANTS DU RIFSEEP : BEAUVALLON SEPTEMBRE 2024

FILIERE ADMINISTRATIVE

Cadres d'emplois	Corps d'Equivalence	Groupes de fonction	ISFE plafonds annuels	CIA plafonds annuels	Plafond global annuel
Attachés territoriaux	Attachés d'administration de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 3 juin 2015 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Groupe 1	36 210 €	6 390 €	42 600 €
		Groupe 2	32 130 €	5 670 €	37 800 €
Rédacteurs territoriaux	Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 19 mars 2015 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Groupe 1	17 480 €	2 380 €	19 860 €
		Groupe 2	16 015 €	2 185 €	18 200 €
Adjoints administratifs territoriaux	Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Groupe 1	11 340 €	1 260 €	12 600 €
		Groupe 2	10 800 €	1 200 €	12 000 €

FILIERE TECHNIQUE

Cadres d'emplois	Corps d'Equivalence	Groupes de fonction	ISFE plafonds annuels	CIA plafonds annuels	Plafond global annuel
Ingénieurs territoriaux	Ingénieurs des travaux publics de l'Etat Arrêté du 5 novembre 2021 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2021	Groupe 1	46 920 €	8 280 €	55 200 €
		Groupe 2	40 290 €	7 110 €	47 400 €
Techniciens territoriaux	Techniciens supérieurs du développement durable Arrêté du 5 novembre 2021 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2021	Groupe 1	19 660 €	2 680 €	22 340 €
		Groupe 2	18 580 €	2 535 €	21 115 €
Agents de maîtrise territoriaux	Adjoints techniques des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 28 avril 2015 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Groupe 1	11 340 €	1 260 €	12 600 €
		Groupe 2	10 800 €	1 200 €	12 000 €
Adjoints techniques territoriaux	Adjoints techniques des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 28 avril 2015 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2017	Groupe 1	11 340 €	1 260 €	12 600 €
		Groupe 2	10 800 €	1 200 €	12 000 €

FILIERE ANIMATION

Cadres d'emplois	Corps d'Equivalence	Groupes de fonction	ISFE plafonds annuels	CIA plafonds annuels	Plafond global annuel
Animateurs territoriaux	Secrétaires administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 19 mars 2015 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Groupe 1	17 480 €	2 380 €	19 860 €
		Groupe 2	16 015 €	2 185 €	18 200 €
Adjoints d'animation territoriaux	Adjoints administratifs des administrations de l'Etat (services déconcentrés) Arrêté du 20 mai 2014 Effet : 1 <sup>er</sup> janvier 2016	Groupe 1	11 340 €	1 260 €	12 600 €
		Groupe 2	10 800 €	1 200 €	12 000 €

Envoyé en préfecture le 04/10/2024

Reçu en préfecture le 04/10/2024

Publié le

ID : 069-200077410-20241004-DEL2024\_050RR-DE





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### POLE FINANCE

#### DÉLIBÉRATION DEL2024-051 : Versement de la redevance d'occupation du domaine public communal à GRT gaz

Dans le cadre du versement de la redevance d'occupation du domaine public communal, en application du décret 2007-606 du 25 avril 2007.

Les ouvrages de transport de gaz naturel sont essentiellement posés en domaine privé aussi GRT gaz propose d'estimer la longueur d'emprunt du domaine public communal sur une proportionnelle à la longueur totale des canalisations traversant la commune, égale à 10% de cette longueur traversée.

La longueur totale de canalisation de transport de gaz naturel traversant la commune de Beauvallon est de 3135 mètres, ce qui conduit GRT gaz à verser à la commune de Beauvallon la somme de la somme de 157,58 euros au titre de la RODP :

$$0.10 \times (0.035 \text{ €} \times 3135) + 100 \text{ €} \times 1.42$$

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'AUTORISER le Maire à émettre un titre en faveur de la commune concernant la redevance de « RODP » de 157,58 euros
- ✓ DE DIRE que les crédits sont inscrits au chapitre 70, compte 70323 .

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTET

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### POLE FINANCES

#### DÉLIBÉRATION DEL2024-052 : Admission en non-valeur

Conformément à l'autorisation de poursuites pour recouvrement des titres de notre collectivité qui a été confiée à la comptable publique, un état des restes à recouvrer nous a été remis.

Ce dernier fait état de titres de 25.60 euros datant de 2020-2022 non recouverts malgré les voies de recours mises en œuvre et ne pouvant faire l'objet d'un recouvrement compte tenu du montant. Pour purger cette dette correspondant à des factures de prestations scolaires et divers, une admission en non-valeur est proposée.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'APPROUVER l'admission en non-valeur du titre de 25.60 euros ;
- ✓ DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 65, compte 6541.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTET





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

**Le Conseil municipal,**

**Exposé des motifs**

### POLE RESSOURCES

**DÉLIBÉRATION DEL2024-053 : Remboursement des frais engagés par un agent avec un ordre de mission délivré par la collectivité.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.723-1,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Vu l'arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat

Vu l'avis du comité social territorial du 3 septembre 2024

Considérant que les agents municipaux peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et d'hébergement qu'ils ont engagés pour des missions et des formations dans des instances ou organismes où ils représentent leur commune, lorsque cela a lieu hors du territoire de celle-ci

Les conditions de règlement des frais occasionnés par les déplacements sont essentiellement contenues dans les textes réglementaires applicables mais un certain nombre de points renvoie à la décision de l'assemblée délibérante.

Monsieur le Maire propose que soit pris en charge, selon les modalités proposées, les types de frais suivants :

### Les frais de déplacement :

Dès lors que l'agent se déplace pour les besoins du service, muni d'un ordre de mission, hors de sa résidence administrative et de sa résidence familiale sur présentation d'un ordre de mission permanent ou ponctuel.

Les forfaits des indemnités kilométriques sont fixés par l'arrêté du 03 juillet 2006 et suivront l'évolution des textes. Lors des déplacements, la collectivité prendra en charge, outre les indemnités kilométriques, les frais de transport sur présentation des justificatifs d'achat.

L'administration et le Maire choisissent le moyen de transport en commun au tarif le moins onéreux et, lorsque l'intérêt du service l'exige.

### Frais de repas :

Les frais de repas peuvent être pris en charge de manière forfaitaire dans la limite de 20 € par repas. Si l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières.

Toutefois, cela ne doit pas conduire à rembourser à un agent plus que ce qu'il a réellement dépensé.

En cas de prise en charge des frais de repas réellement engagés par l'agent, le remboursement reste toutefois plafonné à 20 €.

Des avances sur le paiement des frais ne peuvent pas être accordées.

Le remboursement sera effectué dans un maximum de deux mois après la présentation des pièces justificatives.

### **Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- ✓ D'AUTORISER le remboursement des frais visés ;
- ✓ D'ADOPTER les modalités de remboursement desdits frais ;

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves Gougne.

Le secrétaire de séance  
Michèle Brottet





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTET

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### Pôle technique / Aménagement durable

**DÉLIBÉRATION DEL2024-054 : Autoriser le maire à signer la Convention Opérationnelle entre la Commune de Beauvallon, la COPAMO et l'EPORA (Secteur Centre Bourg – 69C117)**

➤ **Approbation d'une convention opérationnelle entre la commune de Beauvallon, l'EPORA et la Copamo**

Dans le cadre de sa stratégie foncière, la commune de Beauvallon a souhaité intervenir sur des dents creuses dans le tissu urbain du village de Chassagny. Cette dernière est composée de maisons d'époques diverses et de leurs jardins. La commune souhaite ainsi proposer une nouvelle offre de logements et de services dans le village.

Une convention de recomposition foncière (69Co46 – Centre Bourg) avait été signée le 14 novembre 2016 entre la commune de Beauvallon, l'EPORA et la Copamo pour une durée maximale de dix ans.

Cette convention avait pour objet d'acquérir les biens de la future centre, nécessaires au projet, et permettre un portage long, le temps que toutes les unités foncières soient maîtrisées par l'EPORA. Une première unité foncière a été ainsi maîtrisée dès la première année (2016). Cependant, les unités suivantes n'ont pu être maîtrisées qu'à partir de 2022.

En 2024, il reste ainsi qu'une seule unité foncière à maîtriser.

De plus, cette convention recouvrait le périmètre de l'OAP ex-mairie dont un des biens a été acquis en 2023.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Le terme de la convention de reconstitution foncière s'approchant et au regard des éléments exposés ci-avant, l'EPORA propose sa résiliation d'un commun accord. Les droits et obligations des Parties seront dorénavant définis dans le cadre d'une convention opérationnelle entre la commune de Beauvallon, l'EPORA et la Copamo d'une durée de trois ans à compter de sa signature.

La Copamo est la collectivité partenaire pour cette opération, au titre de sa compétence « Politique du logement et du cadre de vie ».

Echéancier d'avances spécifique :

Type de participation / Bien	Année d'acquisition	Valeur	2024	2025	2026	2027
Avances bien IAFRATE	2016	200 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'ACTER la résiliation de la convention de reconstitution foncière (69Co46 – Centre Bourg) signée le 14 novembre 2016 entre la commune de Beauvallon, l'EPORA et la Copamo,
- ✓ D'APPROUVER le projet de convention opérationnelle à conclure avec l'EPORA et la commune de Beauvallon, ci-annexé,
- ✓ D'AUTORISER Monsieur le maire à signer la convention et toutes pièces y étant relatives.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### Pôle technique / Aménagement durable

**DÉLIBÉRATION DEL2024-055 : Approbation de la convention avec le Département du Rhône et la commune de Beauvallon pour des travaux réalisés sur les RD83 et RD83E dans le cadre du projet d'aménagement de la rue du Pilat**

Le programme de l'opération dénommée « Aménagement des rues du Pilat et de Chazeaux » à Chassagny inclut dans son emprise la requalification du carrefour de la rue du Pilat (voie communale) avec les RD83 et R83E.

Les travaux permettront de faire évoluer le giratoire existant, ouvrage principalement à destination des usagers de la route, en carrefour en croix avec plateau surélevé. Ils permettront ainsi un meilleur partage des espaces publics notamment en faveur des piétons qui pourront traverser la voie en sécurité.

2 arrêts de car répondant aux normes d'accessibilité seront également créés le long de la RD83 en remplacement de l'arrêt existant obsolète.

Cette portion de voie est située en agglomération sous gestion des services du Département. Les règles d'entretien définies par la délibération du Département du Rhône du 22 novembre 1993 (entretien réparti entre le Département et la commune selon la nature des ouvrages) s'appliqueront à compter de la réception de l'aménagement.

Ainsi une convention définissant les conditions administratives, techniques et financières, auxquelles sont attachés ces travaux a été rédigée par le Département.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, 19 Pour, 1 Abstention des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D' APPROUVER la convention entre le Département du Rhône, la commune de Beauvallon et la COPAMO relative à l'aménagement des RD83 et 83E dans le village de Chassagny (Beauvallon)
- ✓ D' AUTORISER Monsieur le maire à signer toutes les pièces s'y référant et les éventuels avenants à suivre.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTE





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

### Pôle technique / Aménagement durable

#### DÉLIBÉRATION DEL2024-056 : Autoriser le maire à dénoncer la convention de 1999 entre l'Etat et la commune de Saint Jean de Touslas afin d'autoriser la commune de Beauvallon à actualiser le prix du loyer

La convention N°69/02/04/1999/80415/5925 conclue entre l'Etat et les personnes physiques ou morales autres que les organismes d'HLM et les sociétés mixte, pour les bénéficiaires de prêts de l'Etat dans les conditions prévues aux articles R 333-1 à R333-23 pour l'acquisition ou l'acquisition et l'amélioration de logements non soumis à la TVA ou pour les bénéficiaires d'aides de l'Etat en application de l'article L.351-2 (2° et 3°).

Ce logement de type T2 rue des lavandières dans la commune de Saint Jean de Touslas, géré par la « Centrale Immobilière » pour la commune de Beauvallon est vacant depuis avril 2024. Cet appartement était jusqu'alors loué à un prix très modique au regard des prix du marché de la location.

C'est la raison pour laquelle et considérant la vacance de ce logement de 64m<sup>2</sup>, la commune propose de dénoncer la convention afin d'ajuster le prix du loyer au prix de l'actuel marché soit entre 8 euros et 11 euros du m<sup>2</sup>.

Considérant que la prochaine date anniversaire de la convention tacitement renouvelable sera le 30 juin 2025, il est impératif de dénoncer la convention avant le 30 décembre 2024.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'AUTORISER Monsieur le maire à dénoncer ladite convention
- ✓ D'ACTUALISER le prix du loyer conformément au prix du marché

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTET





## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 23 septembre 2024

Date de convocation du Conseil municipal : 16 septembre 2024

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

**Conseillers présents :** BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, BRÛLÉ Fabien, DAVAL Didier, DUGAS-VIALLIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, NUNES Marie-Jeanne, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, PONS Christine, NICOLAY Stéphanie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, MOLINARI Elisabeth, TRIBOLLET Françoise, HERVIER Karine, FAURAT Gérard

**Conseillers excusés :** CHARLES Marie-Noëlle, FONTAINE Carole, FRANCE Vincent

**Conseillers absents :** JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

**Pouvoirs :** CHARLES Marie-Noëlle à Yves GOUGNE, FONTAINE Carole à Stéphanie NICOLAY, FRANCE Vincent à François PINGON

Arrivée de monsieur POTIRON Rémi à 20h12

**Le Conseil municipal,**

**Exposé des motifs**

### Pôle technique / Aménagement durable

#### DÉLIBÉRATION DEL2024-057 : Rétrocession du droit de passage : propriété route de Mornant

La convention N°69/02/04/1999/80415/5925 conclue entre l'Etat et les personnes physiques ou morales autres que les organismes d'HLM et les sociétés mixte, pour les bénéficiaires de prêts de l'Etat dans les conditions prévues aux articles R 333-1 à R333-23 pour l'acquisition ou l'acquisition et l'amélioration de logements non soumis à la TVA ou pour les bénéficiaires d'aides de l'Etat en application de l'article L.351-2 (2° et 3°).

Ce logement de type T2 rue des lavandières dans la commune de Saint Jean de Touslas , géré par la « Centrale Immobilière » pour la commune de Beauvallon est vacant depuis avril 2024. Cet appartement était jusqu'alors loué à un prix très modique au regard des prix du marché de la location.

C'est la raison pour laquelle et considérant la vacance de ce logement de 64m2, la commune propose de dénoncer la convention afin d'ajuster le prix du loyer au prix de l'actuel marché soit entre 8 euros et 11 euros du m2.

Considérant que la prochaine date anniversaire de la convention tacitement renouvelable sera le 30 juin 2025, il est impératif de dénoncer la convention avant le 30 décembre 2024.



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 23 voix pour (20 présents, 3 pouvoirs, 4 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'AUTORISER le maire à renoncer à cette servitude
- ✓ D'AUTORISER le maire à signer tout acte relatif à cette rétrocession sous réserve des travaux de l'engagement du propriétaire à réaliser ces travaux.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,  
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance  
Michèle BROTTE

